

Paris, le 19 avril 2010

Reporters sans frontières
Contact : Jean-François Julliard
Tel : (33) 1 44 83 84 84
E-mail : julliard@rsf.org

Langage : **Français**

**Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel
Neuvième session – décembre 2010**

Contribution de Reporters sans frontières, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial, à propos de la situation de la liberté de la presse au Honduras

Exposé de la situation de la liberté de la presse

Le pays était déjà connu pour un niveau d'insécurité élevé, qui frappe les journalistes comme les autres citoyens. Trois professionnels des médias ont été assassinés au premier semestre 2009, et le mobile de ces crimes reste inconnu comme leurs auteurs. Prenant de court la communauté internationale, le coup d'État du 28 juin qui a renversé le président élu Manuel Zelaya, en fonction depuis 2006, a totalement plombé une liberté de la presse déjà fragile. A peine le chef de l'État délogé du palais présidentiel et expulsé, les médias suspectés de sympathie à son égard ont aussitôt fait l'objet d'occupations de l'armée et de suspension. Ainsi *Radio Progreso*, une station associative de province dirigée par la communauté jésuite, réduite au silence quelques heures seulement après le putsch et revenue depuis sur les ondes. Ainsi la station régionale *Radio Uno* de San Pedro Sula, victime d'un véritable assaut militaire. La répression sévère, qui a fait 28 morts et quelque 4 000 victimes d'arrestations arbitraires, de tortures et de mauvais traitements, a très souvent visé des professionnels des médias. Outre des expulsions de journalistes étrangers, la seule mention de « coup d'État » a même valu la fermeture totale aux deux principaux médias nationaux proches de la résistance au putsch – *Radio Globo* et la chaîne *Canal 36* – durant l'état de siège qui a suivi le retour clandestin de Manuel Zelaya, le 21 septembre. Les menaces et intimidations ont souvent rythmé le quotidien des petites radios communautaires, comme *Radio Coco Dulce*, support de la communauté Garifuna (afro-hondurienne), détruite par un incendie criminel en janvier 2010. Enfin, le quotidien *Diario Tiempo*, seul titre de la presse écrite nationale à avoir suivi une ligne éditoriale d'opposition au coup d'État, a essuyé des actes de sabotage et des manœuvres de chantage économique. Mais hormis les médias mentionnés, la majorité de la presse hondurienne, aux mains d'hommes politiques influents, a constitué le socle d'un coup d'État déguisé en « succession présidentielle ». Les quotidiens *La Tribuna*, *El Heraldo* ou *La Prensa*, la station *HRN* ou encore le groupe *Televiscentro* ont relayé et nourri le discours du

gouvernement de facto, sans craindre d'exposer leurs journalistes de terrain et leurs rédactions aux représailles d'une population en colère. La polarisation extrême née du coup d'État s'est logiquement répétée lors de la campagne pour les élections générales du 29 novembre, au moyen de laquelle les putschistes espéraient sortir de la crise. Au cours du seul mois de mars 2010, cinq journalistes ont été assassinés au Honduras, dont un pour des motifs apparemment liés à la profession. Un sixième a été tué en avril et trois autres ont dû prendre le chemin de l'exil.

La situation de la liberté de circulation des informations sur Internet

La presse en ligne reste très embryonnaire dans un pays où l'on estime à moins de 10 % de la taux de population disposant d'un accès régulier à Internet. Peu développés, des médias en ligne tels que *Revistazo*, *El Patriota* ou encore *El Libertador* ont subi des blocages réguliers, ainsi que des confiscations de matériel, en raison de leur opposition au coup d'État

Mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation

Aucune mesure prise. "Nous sommes incapables de vous fournir une protection." C'est en ces termes que la police de San Marcos de Ocotepeque a répondu au journaliste José Alemán, après une tentative d'assassinat contre sa personne, le 26 mars 2010. Le correspondant de *Radio América* et du quotidien *Diario Tiempo* a alors décidé de quitter le pays. Un très mauvais signal a été donné à la presse indépendante et aux organisations de défense des droits de l'homme avec la nomination, le 8 mars 2010, du général putschiste Romeo Vásquez Velásquez à la tête de l'entreprise de télécommunications d'État, Hondutel. Il s'agit d'une véritable prime à l'impunité.

Collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG)

Le Comité des familles de détenus disparus au Honduras (COFADEH) ainsi que l'organisation de défense de la liberté de la presse C-Libre, ont joué un rôle fondamental en direction de la communauté internationale pour alerter sur les violations des droits de l'homme commises depuis le coup d'État et toujours impunies. Malheureusement, elles ne peuvent compter avec le soutien des autorités actuelles, elles-mêmes issues du putsch.

Recommandations

- Que toute la lumière soit faite et que justice soit rendue dans les récentes affaires d'assassinat de journalistes. Qu'une véritable commission de la vérité soit mise en place à la suite de la répression née du coup d'État du 28 juin 2009.
- Que les interférences, suspensions ou fermetures de supports ou de programmes décidées dans le contexte du coup d'État donnent lieu à une procédure de dédommagement auprès des médias concernés. Que soit restitué à ces mêmes médias le matériel confisqué.
- Que la législation hondurienne soit adaptée aux standards internationaux de en matière d'accès à l'information et de délits de presse.
- Qu'une réforme de la législation soit engagée sur la régulation des médias et la reconnaissance des radios communautaires.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette note ont été collectées et vérifiées par Reporters sans frontières. L'organisation dispose notamment d'un réseau de correspondants présents dans 140 pays dans le monde ainsi que d'un réseau d'organisations partenaires présents dans une vingtaine de pays.

Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce que emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse.

Reporters sans frontières
47 rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 84 – Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org - Plus d'informations [Σ www.rsf.org](http://www.rsf.org)